

**Liban - Intervention de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
à la conférence "Rome II", en
soutien aux institutions sécuritaires
du Liban - Extraits
(Rome, 15 mars 2018)**

(...) Ces forces sont les piliers de l'Etat libanais. Elles sont le ciment pour la nation libanaise face aux quatre défis que ce pays a à relever maintenant. D'abord la menace terroriste, que l'armée et les services de sécurité combattent courageusement. Ensuite, la présence nombreuse des réfugiés envers qui le Liban fait preuve d'une générosité exceptionnelle. Troisièmement, la situation économique, qui reste fragile en l'absence de perspectives claires, même si demain la réunion CEDRE permettra d'en donner. Et enfin, les crises que traverse la région et dont le Liban subit le contrecoup.

Dans un contexte de fortes tensions, nous appelons tous les partis libanais à respecter leur engagement et à se dissocier des crises. Nous demandons également à tous ceux qui disposent de capacités d'influence au Liban, à tous, de respecter la souveraineté de l'Etat et de ne rien faire qui affaiblisse les institutions nationales et, sur ce point, les résolutions 1559 et 1701 du Conseil de sécurité restent d'une parfaite actualité. La souveraineté de l'Etat doit s'exercer sur l'ensemble du territoire libanais et, évidemment, qui dit souveraineté - pour être très clair avec vous - dit monopole des armes.

C'est un objectif que la France ne perd pas de vue et c'est un des fondements de sa présence au sein de la FINUL. Les autorités libanaises viennent de nous présenter les besoins de l'armée et des forces de sécurité intérieures pour les cinq prochaines années. Ils sont à la mesure des enjeux. La France répond présent.

D'abord en poursuivant le partenariat qui nous lie à l'armée libanaise et aux FSI depuis plusieurs décennies, dans le cadre de la formation des cadres, dans le cadre des missions d'expertise. Parallèlement, la France restera engagée pour la sécurité du Liban dans le cadre de la FINUL, au sein de laquelle elle est constamment présente depuis 1978, l'un des principaux contributeurs, avec d'autres présents ici. Cet engagement français dans la FINUL représente 50 millions d'euros de dépenses par an.

Mais, en plus ces efforts, la France, fidèle à son histoire et à son engagement au Liban, ouvrira au bénéfice de l'Etat libanais, une capacité d'achat de matériel militaire français, en apportant sa garantie à hauteur de 400 millions d'euros. Ces matériels seront destinés à l'armée libanaise et aux FSI et contribueront en particulier à la création du régiment modèle de l'armée libanaise, enjeu décisif pour la stabilité dans la zone de la ligne bleue à laquelle la France participe dans le cadre de la FINUL. Ces prêts d'un montant sans précédent dans notre coopération de défense avec le Liban seront complétés par de nouvelles cessions de matériel militaire français

pour un montant de 14 millions d'euros de dons, dans la continuité du plan de 30 millions d'euros de cession de matériel militaire que nous avons initié il y a maintenant 2 ans. Et ces cessions seront évidemment accompagnées de formation au bénéfice des militaires libanais et, dans le même temps, la France augmentera sa coopération bilatérale avec le Liban de 15% par rapport à 2017. Ce sera le plus fort investissement de la France dans un pays du pourtour méditerranéen.

Par ces engagements, la France manifeste son attachement au Liban, son attachement à ce modèle de pluralisme et de démocratie. Ce pays est un Etat souverain, il a des institutions solides, c'est une nation indépendante. Voilà ce qui nous mobilise et qui mobilise en même temps les citoyens libanais. La responsabilité de la communauté internationale était de répondre à leur appel. Et je crois que nous sommes ensemble au rendez-vous.

Je vous remercie et je remercie aussi le Premier ministre Saad Hariri./.